

## ÉDITO

# Dissoudre, perdre, démissionner

Par **Alexandre Medvedowsky**



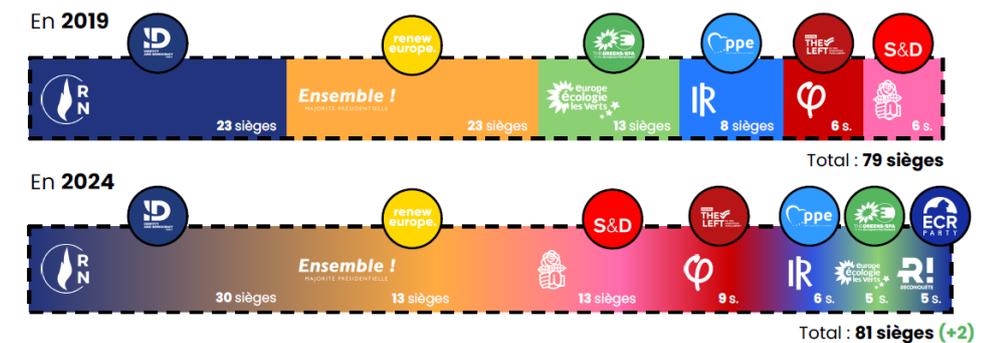
Alexandre Medvedowsky est un ancien élève de l'École Nationale d'Administration (promotion Denis Diderot, 1984-1986). Magistrat au Conseil d'État à partir de 1986, il siège au cabinet de Laurent Fabius alors

président de l'Assemblée nationale de 1990 à 1992. De 1998 à 2001, il est professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille III et enseigne à l'IEP de Paris jusqu'en 2006. Il a été conseiller des Bouches-du-Rhône de 1998 à mars 2015. Nommé conseiller d'État en juillet 2001, il rejoint ESL & Network Holding la même année et intègre le Directoire d'ESL & Network Holding, dont il est nommé président le 1er janvier 2013. Il a été élu président du SYNPIE, le syndicat français de l'intelligence économique en mai 2014.

Le Président de la République vient d'annoncer dimanche soir à la suite des élections européennes la dissolution de l'Assemblée nationale. Cette annonce fait suite à de mauvais résultats obtenus par la majorité présidentielle (14,6% des voix) mais a surpris tout le monde politique dans notre pays par sa rapidité.

Je me suis souvenu tout de suite de l'éditorial que j'avais rédigé pour notre newsletter le 22 décembre dernier et que j'avais intitulé : 2024, l'année de tous les dangers. Je viens de le relire et j'ai pensé utile pour commenter la situation ouverte par cette dissolution de le rappeler au moins pour la partie qui était consacrée à la France.

«L'année 2023 se termine. Il est bien difficile d'exprimer un point de vue positif tant les signaux opposés sont nombreux. Sur le plan français, le vote sur le projet de loi immigration et en parallèle les multiples usages du 49-3 pour contourner l'absence de majorité absolue pour la majorité présidentielle à l'Assemblée et au Sénat illustrent une profonde crise démocratique et l'impossibilité d'Emmanuel Macron à gouverner notre pays. Quatre ans avant la fin de son mandat, le Président de la République est isolé, semble avoir perdu son flair politique, victime du syndrome de l'isolement élyséen, qu'ont connu avant lui certains de ses prédécesseurs, coupés des réalités sociales de notre pays. Il redoutait l'émergence d'une fronde dans sa majorité politique :



Composition de la délégation française au Parlement Européen

60 députés de sa majorité ont refusé de voter un texte de compromis sur l'immigration élaboré par LR et voté par le RN. Les frondeurs sont désormais là et bien présents. Sans que je prenne grand risque de me tromper, les élections européennes du printemps 2024 illustreront cette grave crise politique. On peut anticiper une forte poussée du RN et un effondrement de Renaissance, qui va perdre une partie de son socle électoral indigné d'un reniement des valeurs sur lesquelles Emmanuel Macron avait bâti ses succès de 2017 et 2022. 2024 risque d'être une année confirmant l'impossibilité de gouverner notre pays et de donner du sens à l'action publique. Autour de nous, l'Europe risque également de connaître une année dangereuse. La montée de l'extrême droite est générale. Victoire en Italie et aux Pays-Bas, forte poussée en Allemagne et en France ; l'Europe démocratique vacille. Contestée sur ses valeurs, attaquée sur son modèle économique, poussée dans ses retranchements sur son modèle culturel, l'Europe est remise en question à la fois en son sein mais aussi sur les autres continents. »

6 mois plus tard, nous affrontons donc, comme je le craignais, une très grave crise politique.

Emmanuel Macron était-il obligé de dissoudre l'Assemblée nationale ? Rien dans la Constitution

ne l'obligeait. L'absence de majorité, la volonté de redonner la parole au peuple, le désir de retrouver une légitimité pour poursuivre son mandat jusqu'à son terme et pouvoir gouverner sont des raisons audibles qu'il présente aujourd'hui comme justifications. Mais elle révèle une mauvaise analyse des résultats du scrutin, une méconnaissance profonde des mécanismes qui fondent notre système politique. Sans pouvoir peser sur l'organisation des rapports de force politiques du moment, le Président de la République va connaître un grave échec qui n'améliorera pas ses marges de manœuvre, le mettra dans une situation impossible et affaiblira hélas notre pays.

Mauvaise analyse d'abord du scrutin de dimanche dernier. Les Français ont exprimé à l'occasion des élections européennes un vote national. L'Europe et les enjeux européens relevaient du détail. Ils ont voté massivement contre la politique menée par la majorité présidentielle et par Emmanuel Macron. Penser qu'à la suite d'une dissolution, ils vont exprimer un vote différent trois semaines plus tard est comme le disait le Président Chirac « abracadabrantique ». Pouvoir d'achat, immigration sont au cœur de leurs préoccupations. La colère et la volonté de changement les animent.

Ils l'ont dit une fois...ils vont le redire une deuxième fois le 30 juin et une troisième le dimanche 7 juillet puisque l'élection se joue à deux tours.

Le choix du Président d'aller vite sans préparation et sans analyse du vote par circonscription révèle une méconnaissance profonde des mécanismes qui fondent notre système politique. Cela fait quelque temps que nous sommes quelques-uns à penser qu'il manque à l'Élysée, dans l'entourage du Président, des conseillers politiques expérimentés, fins connaisseurs de nos territoires. Une élection à deux tours nécessite de se qualifier pour le deuxième. Cela paraît simple voire simpliste comme principe mais il est bon de le rappeler en y ajoutant que pour se qualifier il faut aussi faire au moins 12,5% des inscrits. Dans le cadre d'une participation de 50%, il faut donc réaliser 25% des votants. Pas si facile, en 2022, seulement huit triangulaires avaient eu lieu contre une seule en 2017.

Le vote de dimanche a montré que le RN avait une implantation nationale à haut niveau sur l'ensemble du territoire. Il est arrivé en tête dans 457 circonscriptions et sera donc présent dans la majeure partie des circonscriptions de notre pays en première ou deuxième position. La gauche morcelée en trois ou quatre blocs était mal partie. LFI en tête dans 48 circonscriptions, le PS élargi à Place publique dans 30 circonscriptions... le risque était de se faire laminer dans ce mode de scrutin. Bons connaisseurs de notre système électoral, ils ont vite compris qu'il fallait se regrouper. Sans se préoccuper du programme, ils ont réussi en quelques heures à trouver un terrain d'entente et à se répartir les investitures. De fait, le « Front Populaire » puisque c'est ainsi qu'il faut l'appeler, pourrait être en tête dans 211 circonscriptions et probablement second dans beaucoup d'autres. Pas besoin d'avoir fait l'ENA ou Normale Sup pour

comprendre ce qu'il va se passer. Dans la plupart des circonscriptions (536 plus exactement), sur la base des résultats des élections européennes, on pourrait donc assister à des duels entre le RN et le Front Populaire. La majorité macroniste ne se qualifierait potentiellement que dans une quarantaine de circonscriptions et les LR dans deux. Chronique d'un désastre annoncé.

Éric Ciotti, au risque de se voir fermer la porte des Républicains au sens propre et au sens figuré, a bien compris ce qui se passait et en a tiré les conséquences en passant des accords rapides. Ce qui m'étonne, c'est que ni Emmanuel Macron, ni le bureau politique des LR ne l'aient perçu. Comme s'ils pensaient les uns et les autres que leurs équations personnelles pouvaient changer quelque chose à la mathématique électorale implacable d'une élection nationale. Comme s'ils pensaient que les Français allaient se déjuger, comme s'ils pensaient que des bataillons de réservistes calfeutrés chez eux allaient se réveiller et venir sauver la République, celle du Président Macron et du Président Larcher.

Bien sûr, une élection n'est jamais jouée d'avance! Bien sûr, il y aura quelques variations à ce que je viens de vous décrire. Sur leurs équations personnelles, certains peuvent faire un peu mieux et espérer se sauver... Mais ils seront peu nombreux soyons en sûr!

Il ne reste que quelques heures au camp des centristes de gauche et de droite (la majorité présidentielle, LR, Place Publique), à ceux qui s'inquiètent des risques de victoire de l'extrême droite ou de la gauche extrême de se regrouper pour présenter des candidatures uniques dès le premier tour dans le plus grand nombre de circonscriptions possibles. En sont-ils capables? Sans doute que non.

Et ils n'auront le 30 juin que leurs yeux pour pleurer. Je trouve tout de même curieux que celui qui crée la situation, décide de dissoudre, surprend tout le monde, n'ait pas anticipé et préparé les conséquences de sa décision de dissoudre. Il faudra qu'il me l'explique... le jour d'après.

On m'interroge depuis dimanche sur le fait de savoir si le RN aura une majorité absolue ou relative à l'Assemblée nationale. Difficile de répondre à cette question aujourd'hui. Laissons d'abord le temps jusqu'au bout, aux alliances le soin de se construire. Il faudra ensuite qu'on se pose la question des reports de voix des éliminés du premier tour. Comme d'habitude, certains iront à la pêche pendant que des pêcheurs du premier tour viendront accomplir leur devoir électoral. Il y a cependant quelques données que les dernières élections nous ont apprises. LFI n'est pas un bon rempart contre le RN; le PS sans doute meilleur; l'électorat de droite n'a plus dans sa large majorité de scrupule à aller voter RN lorsque le RN fait face à la gauche, ce qui sera le cas, on l'a vu, à peu près partout en France. Quant à l'électorat de la majorité présidentielle, sans doute très frustré de ne plus avoir de candidats dans la majeure partie des circonscriptions de notre pays, que fera-t-il? Quelles seront les consignes données par le Président ou son Premier Ministre? Il est un peu tôt pour le dire, d'autant qu'ils seront probablement en train de réviser leur cours de droit constitutionnel pour comprendre comment tout ceci a pu leur arriver et comment fonctionne ce diable de scrutin uninominal à deux tours.

Si ce scénario s'impose, je ne vois pas comment le Président de la République pourrait ne pas démissionner assez rapidement. Et c'est peut-être son but après tout ●



REGARD D'EXPERT

# Apaisement des tensions entre sunnites et chiites au Moyen-Orient ?

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand Besancenot est Senior Advisor au sein d'ESL Rivington. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'État puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

tions avec l'Iran – l'autre est religieuse – révolution de la pensée wahhabite. Première conséquence, les tensions sunnito-chiites semblent à leur plus bas niveau depuis quarante ans. Le contexte de la guerre de Gaza contribue également à cet « apaisement », la Palestine étant le dernier sujet qui unit encore, au moins en apparence, le monde arabe.

cère solidarité de son institution (sunnite) avec la République islamique d'Iran. Pourtant, il y a encore une dizaine d'années, les trottoirs du Caire étaient remplis de livres anti-chiites...

La décennie 2010 avait effectivement été marquée par une exacerbation sans précédent des tensions entre les deux principaux rites de l'islam, sur fond de rivalité géopolitique entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. Les guerres en Syrie, en Irak et au Yémen étaient largement imprégnées par cette hostilité. Mais ces conflits se sont épuisés, particulièrement en Syrie et en Irak, épicentre des tensions avec l'avènement de l'État islamique, qui avait placé la haine des chiites au cœur de son discours.

Au bout de plusieurs décennies de ruine et de sang, les États optent désormais pour le dialogue. Il existe un quasi-consensus parmi les puissances du Moyen-Orient sur le fait qu'il est temps de s'oc-

## Considérations intérieures

Symbole de cette évolution, le secrétaire de la Ligue islamique mondiale, Mohammad Al-Issa (un éminent religieux saoudien proche de la couronne), a récemment tenu une réunion avec des clercs chiites à La Mecque, où il conduit un travail de fond sur le dialogue interreligieux. Dans la même veine, après la mort du président iranien Ebrahim Raïssi le 19 mai, le grand imam d'Al-Azhar, en Égypte, a publié un tweet en persan, exprimant la sin-

## En pleine guerre de Gaza, un certain apaisement est lié à des dynamiques géopolitiques mais également religieuses.

Une visite historique a eu lieu sous les mosaïques azur et or du sanctuaire de Kerbala le 13 mai. La ville sainte du chiisme a en effet reçu l'ambassadeur d'Arabie Saoudite en Irak, qui s'est rendu dans le mausolée de l'imam Hussein, symbole ultime du martyr chiite et de la discorde avec les sunnites depuis les débuts de l'islam. Deux semaines plus tôt, le royaume faisait une annonce tout aussi frappante : l'ouverture le 1<sup>er</sup> juin d'un vol direct reliant Dammam, la capitale de la province orientale du royaume, à Nadjaf, le « Vatican chiite ». Dans la même logique, le prince héritier Mohammad ben Salmane s'est récemment rendu dans cette province, où vit la majorité de la communauté chiite saoudienne, et y a même reçu Mohammad Ben Zayed.

L'époque où le cheikh saoudien Nimr al-Nimr, figure de la communauté chiite, fut exécuté à Riyad en 2016 est-elle ainsi révolue ? Il est probablement trop tôt pour le dire, mais le prince héritier multiplie actuellement les gestes d'ouverture envers la communauté chiite. Dans une double logique : l'une est géopolitique – volonté d'apaiser les rela-



cuper avant tout des considérations intérieures, en particulier des préoccupations économiques, plutôt que de l'aventurisme régional. Paradoxalement, l'Iran adhère à cette idée de désescalade régionale, mais il faut la nuancer car sa stratégie principale pour projeter son influence passe en réalité par « l'axe de la résistance ».

## Élan pacificateur

Au plus fort des hostilités, l'Arabie Saoudite s'était efforcée de répandre la grille de lecture confessionnelle dans le monde musulman. Aujourd'hui, elle détient le leadership incontesté de la détente sunnite avec le poids lourd chiite régional : en témoigne l'accord de normalisation signé le 10 mars 2023 à Pékin. Face à l'effacement d'autres puissances régionales arabes sunnites (l'Égypte), mais aussi pour ne pas laisser le champ libre à la Turquie, l'Arabie Saoudite veut se positionner à travers un nouveau paradigme de dialogue avec l'Iran. Toutefois, dans le fond, Riyad et Téhéran veulent chacun s'imposer en tant que leader régional, au-delà de l'appartenance sunnite ou chiite.

L'apaisement sectaire doit aussi beaucoup au fait qu'en Arabie Saoudite, l'État s'est emparé de la question religieuse, dans le cadre de ce que certains appellent la « déwahhabisation » du royaume. Avec l'arrivée au pouvoir de MBS, les ulémas, mis au pas, ont été sommés de supprimer les références anti-chiites du narratif officiel. Il y a eu une reprise en main autoritaire, selon laquelle les États ne veulent pas d'un discours religieux qui entre en conflit avec leurs objectifs politiques. C'est aussi vrai en Égypte, où le « frérisme » (Frères Musulmans) s'est fracassé dès lors qu'il s'est frotté à la politique. Depuis, le mouvement traverse une crise régionale qui tranche avec le succès connu ces deux dernières décennies.

Issu de la maison-mère du sunnisme (l'Arabie), l'élan pacificateur a touché les prêches, les médias et les réseaux sociaux à travers le monde arabe, où les critiques du chiisme se sont atténuées, à l'exception des jihadistes. Mais l'effondrement de l'État islamique limite aujourd'hui la portée de leur discours.

Malgré ces nouvelles politiques, rien n'indique cependant que le sentiment anti-chiite a disparu au sein des populations qui en ont été abreuvées pendant plus de quarante ans. L'effet du salafisme, qui a redéfini les perceptions normatives chez les musulmans sunnites, ne va en effet pas s'estomper du jour au lendemain.

## Les fragilités

Là n'est pas la seule fragilité qui sous-tend la détente politique entre les deux branches majeures de l'islam. Les fractures sont toujours là, profondes, ancrées. La première est due au fait que l'Iran n'est pas près de démanteler son réseau de milices qui s'étire sur tout le Moyen-Orient, s'affichant comme une menace durable pour les monarchies du Golfe. Tant que cela demeure la stratégie régionale déterminante de l'Iran, un retour aux tensions, voire à un conflit ou à une confrontation, reste une possibilité réelle, malgré l'appétit général pour la désescalade. D'autant que les Saoudiens n'ont pas obtenu les résultats escomptés dans leur calcul consistant à pacifier le Moyen-Orient en le redéfinissant uniquement en termes de business. Ils sont persuadés que les alliés de l'Iran ne prospèrent que sur les conflits, et qu'en déplaçant le débat sur le terrain de la prospérité économique, où ils sont en position de force, cela mettra un terme à la violence. Le 7 octobre a cependant montré les limites de cette approche...

La guerre de Gaza a en effet révélé à la fois des forces et des faiblesses dans l'apaisement sunnito-chiite. Ce dernier a pour l'heure survécu à la nouvelle phase du conflit israélo-palestinien, déclenchée par le Hamas, un membre (sunnite) de « l'axe de la résistance », qui a fait voler en éclats la stabilisation régionale espérée par les Saoudiens. Unis sous la bannière de la cause palestinienne, la République islamique et ses voisins arabes dénoncent d'une même voix le carnage d'Israël dans l'enclave. Mais lors de l'attaque de l'Iran contre Israël le 13 avril, en réponse à la frappe israélienne sur le consulat iranien à Damas, les pays arabes ont participé de près ou de loin à l'interception de la riposte iranienne.

Un numéro d'équilibriste délicat pour l'Arabie Saoudite, qui veut maintenir son dialogue avec l'Iran, à un moment où elle tente d'accroître sa coopération stratégique avec les États-Unis, et sans fermer la porte à une normalisation avec Israël. Les calculs d'intérêts nationaux pourraient donc placer les États du Golfe en désaccord majeur dans un délai relativement court, car toutes les lignes de fracture qui existaient entre 2010 et 2018 restent en place. La détente est donc fragile et, sans doute, intrinsèquement temporaire.

Mais même dans un scénario de résurgence des tensions, une question se pose : l'antagonisme sera-t-il toujours présenté sous un prisme confessionnel ? Cela ferait-il encore sens, à l'heure de la « Vision 2030 » ? Maintenant que l'Arabie Saoudite semble avoir tourné la page de l'idéologie religieuse, cette dernière serait certainement moins mobilisée si le conflit interétatique persistait. Autrement dit, il y a peu de chance que MBS ressorte le salafisme des cartons ●



REGARD D'EXPERT

# Élections européennes : bataille rangée à deux camps sur les réseaux sociaux

Par **Matthieu Levray**



Diplômé d'un master de Relations internationales de l'Université de Lyon 3 et d'un MBA en stratégie d'intelligence économique de l'EGE, Matthieu a travaillé plusieurs années dans le conseil aux entreprises à l'export, à l'Ambassade de France en Chine. Il rejoint Antidox en 2024 en tant que consultant spécialisé dans la veille et analyse.

## X représentatif de la réalité électorale française ?

En se penchant sur les discussions sur X, force est de constater que les mentions des candidats et de leur parti ne correspondent pas entièrement à la réalité électorale.

Tout en rappelant que mention ne signifie pas adhésion, si l'on compare les publications relatives aux principales têtes de liste, on observe une sur-représentation de Jordan Bardella, deux à trois fois plus cité que les autres candidats. Cependant, si en plus des mentions de ces personnalités politiques, on regarde celles de leur parti respectif, alors un changement significatif s'opère. En effet, on relève que Manon Aubry et LFI sont les plus cités la semaine avant les élections, ainsi que le jour même du scrutin, jusqu'au moment de l'annonce des résultats, où les très nombreuses mentions du RN et de Jordan Bardella reprennent le dessus. Au total donc, en

appliquant cette méthode, on constate un face à face entre ces deux partis : 1,1 M mentions pour le RN et Jordan Bardella, contre 975 K mentions pour LFI et Manon Aubry, très loin devant les autres partis et leur tête de liste (entre 250K et 330K publications les concernant). À cet égard, X/Twitter semble être un hémicycle où les voix des bancs les plus à gauche et à droite sont amplifiées.

## La démographie, facteur explicatif d'une telle disparité ?

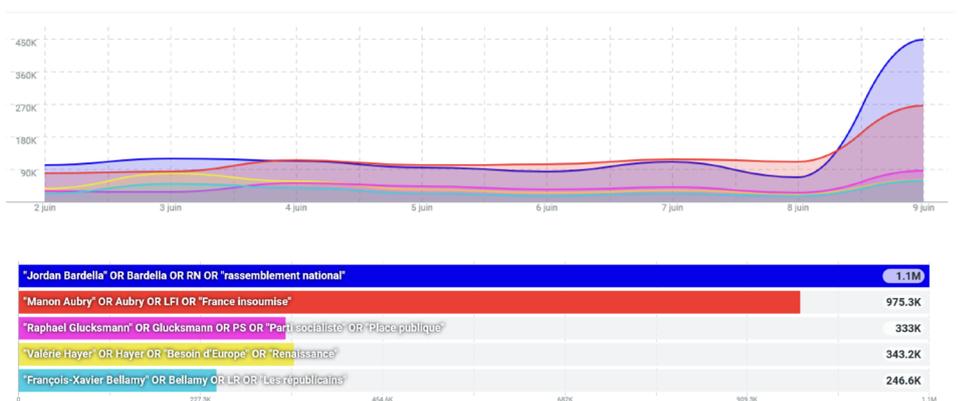
Sur le réseau social X, si les données et statistiques divergent quelques peu, on peut cependant affirmer que plus de 50% des utilisateurs actifs se trouvent dans la tranche d'âge de 18 à 34 ans, environ 20% entre 35 et 44 ans, le reste se répartissant avec des taux moins élevés chez les plus de 45 ans et les moins de 18 ans.

Le 9 juin, 48,7 millions de citoyens étaient appelés aux urnes, pour élire 81 eurodéputés français à siéger au Parlement européen. Marquées par une hausse de participation, ces élections ont été le théâtre d'une campagne très active dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux.

## Réseaux sociaux ou réseau social ?

Si l'on parle souvent de la représentation et du temps de parole des candidats aux élections dans les médias traditionnels, radio, télévision et presse écrite, qu'en est-il de la visibilité en ligne, où la campagne pour les élections a également été très active, et ce, dans une ambiance bien souvent plus tumultueuse.

Pour répondre à cette première question, il faut comprendre que pour les discussions politiques ou électorales, X (ex-Twitter) reste le roi incontesté des réseaux sociaux. Bien que la plateforme compte moins d'utilisateurs français que Facebook, YouTube, Instagram TikTok ou même LinkedIn, elle a concentré près de 98% des publications relatives aux élections européennes (sur des données analysées du 2 au 9 juin sur la plateforme Visibrain). Lorsque l'on parle de discussions électorales sur les réseaux sociaux, on parle donc davantage de discussion sur X.



Source : Talkwalker du 2 au 9 juin

Concernant la sociologie des élections européennes, en regardant les données publiées au lendemain des résultats par Ipsos, on observe une certaine domination du vote RN chez toutes les tranches d'âge, allant de 25 à 40%. LFI est quant à elle en tête uniquement chez les 18-24 ans avec 33% des votes exprimés, et arrive deuxième position chez les 25-34 ans avec près de 20%.

L'analyse comparée par tranche d'âge pourrait donc être un facteur explicatif de la représentation accrue des publications relatives à ces deux partis sur X.

## Quels thèmes électoraux ont emporté l'adhésion des utilisateurs X ?

En comparant les thèmes qui ressortent le plus sur les réseaux sociaux, à ceux qui sont considérés par les sondages comme étant les plus importants pour les électeurs, on arrive à un second constat intéressant.

Une autre étude Ipsos pour les élections ayant été réalisée en juin, dénombre ces thématiques. Ainsi, on retrouve, dans un contexte marqué par l'inflation, le pouvoir d'achat en tête des préoccupations (45%), juste devant l'immigration (43%) et loin devant la protection de l'environnement (27%) et le système de santé (26%). Points importants de l'actualité, la guerre en Ukraine (19%), ou la situation à Gaza (6%), revêtent une plus faible importance aux yeux des Français. Ces résultats masquent cependant de fortes disparités parmi les courants politiques et démographiques. Par exemple, la situation à Gaza est retenue parmi les principaux déterminants du vote par 22% des 18-24 ans, et par 36% des électeurs LFI.

Cette disparité s'exprime de nouveau lorsque l'on analyse les retombées sur les réseaux sociaux. Effectivement, les publications sur le thème de l'immigration arrivent très largement devant celles sur le pouvoir d'achat, l'inflation ou l'environnement (3 à 4 fois plus sur la période du 2 au 9 juin). Enfin, la situation à Gaza, pourtant beaucoup plus bas dans la liste, surclasse l'immigration avec deux fois et demie plus de publications, à l'approche des élections européennes.

Associées à ces deux thématiques phares, on retrouve aisément dans les biographies des utilisateurs, ou dans les hashtags associés des mentions des partis politiques et candidats se réclamant de ces thèmes, montrant une fois de plus, la capacité de ces deux camps à imposer leurs sujets en ligne.

S'il existe une grande diversité de profils sur X/Twitter, l'étude quantitative montre que le débat et la discussion semble polarisée en majorité du côté des « extrêmes ». Cela reflète certes, une catégorie de la population assez jeune, et souvent peu encline à la modération des idées et des discours, mais en décalage relatif avec le corps électoral pris dans son ensemble ●

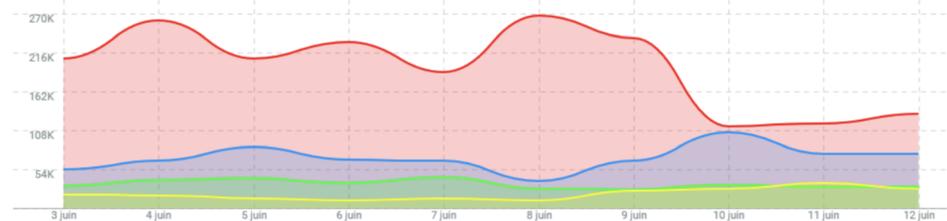
SECON LE SEXE & L'ÂGE

	LFI M. Aubry	PCF L. Deffontaine	Les Écologistes M. Toussaint	PS et Place Publique R. Glucksmann	Renaissance, MoDem, Horizons, UDI V. Mayer	LR F.-X. Bellamy	RN J. Bardella	Reconquête M. Maréchal	Une autre liste	% TOTAL
Ensemble	9,9	2,4	5,5	13,8	14,6	7,2	31,4	5,5	9,7	100
Sexe										
Homme	10	3	4	14	15	7	32	7	8	100
Femme	10	2	7	14	14	7	30	5	11	100
Âge										
18-24 ans	33	3	10	5	8	6	25	2	8	100
25-34 ans	20	3	9	12	7	3	30	4	12	100
35-49 ans	11	2	9	12	10	5	34	4	13	100
50-59 ans	7	2	4	14	11	5	40	7	10	100
60-69 ans	6	3	4	16	16	7	34	5	9	100
70 ans et plus	3	2	2	16	24	12	26	8	7	100



AU TOTAL % ENSEMBLE

	LFI M. Aubry	PCF L. Deffontaine	Les Écologistes M. Toussaint	PS et Place Publique R. Glucksmann	Renaissance, MoDem, Horizons, UDI V. Mayer	LR F.-X. Bellamy	RN J. Bardella	Reconquête M. Maréchal	
Le pouvoir d'achat	45	53	54	28	38	28	33	61	33
L'immigration	43	7	11	13	13	25	57	79	92
La protection de l'environnement	27	40	26	84	46	27	16	6	4
Le système de santé	26	31	38	28	30	23	23	25	18
La place de la France en Europe et dans le monde	23	8	24	18	34	50	28	12	20
La sécurité des biens et des personnes	21	10	9	9	9	14	26	31	50
La guerre en Ukraine	19	9	18	12	33	44	23	6	9
Le niveau des inégalités sociales	17	48	42	36	30	8	2	7	1
La menace terroriste	17	2	8	7	10	20	25	24	26
L'avenir de l'agriculture	15	7	15	22	17	19	22	11	12
Le système scolaire et l'éducation	11	18	11	20	14	10	7	6	8
Le montant des déficits publics	9	2	7	5	6	14	18	9	12
L'avenir du système de retraite	9	14	16	5	6	5	4	10	6
La situation à Gaza	6	36	5	9	5	6	1	1	1
La fiscalité	6	6	12	2	4	6	12	6	6
Le chômage	4	7	6	1	4	2	3	5	1



Sources : Ipsos

### À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.